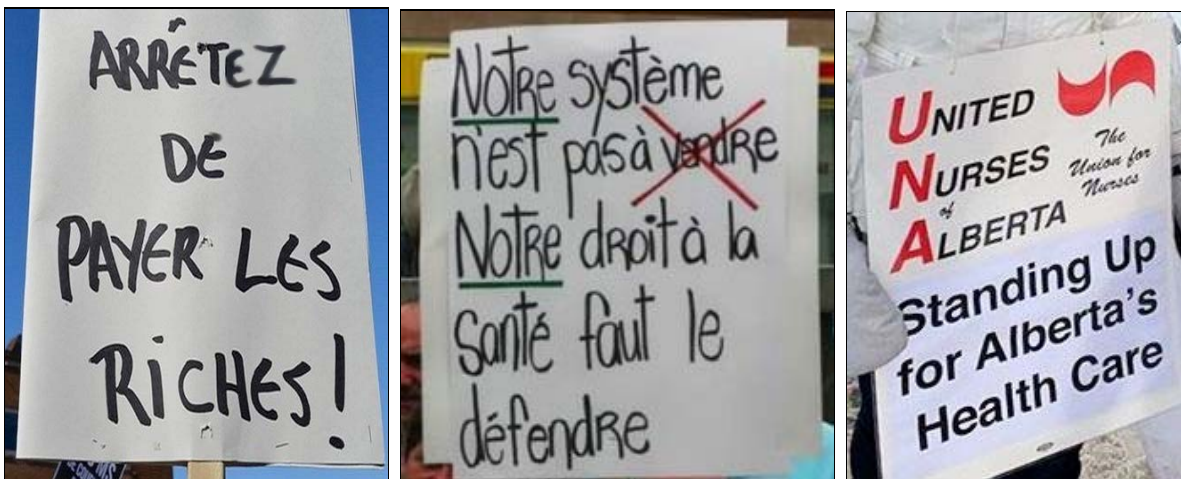


Numéro 70 - 15 octobre 2020

**Licenciements massifs de travailleurs de la santé
par le gouvernement de l'Alberta**

**La nécessité de la revendication
Arrêtez de payer les riches! devient
de plus en plus urgente**



- Les syndicats du secteur de la santé condamnent la privatisation et les licenciements massifs
- On ne peut pas confier notre système de santé publique à Kenney et son gouvernement - *Friends of Medicare*
- Les dessous des tractations - *Peggy Morton*

**Licenciements massifs de travailleurs de la santé
par le gouvernement de l'Alberta**

**La nécessité de la revendication Arrêtez de payer
les riches! devient de plus en plus urgente**

Le gouvernement de Jason Kenney en Alberta utilise sa majorité pour céder l'Alberta à des intérêts privés autant que possible et de la manière la plus ouverte possible. Le 13 octobre, en pleine flambée de cas de COVID-19, le ministre de la Santé Tyler Shandro a confirmé que le gouvernement procédait au licenciement de 11 000 travailleurs et travailleuses de la santé et qu'un secteur après l'autre du système de santé sera privatisé.

Les services de buanderie des régions rurales de l'Alberta seront privatisés les premiers, ce qui éliminera 400 emplois dans les collectivités durement touchées par la crise économique. Les laboratoires médicaux de toute la province seront donnés en sous-traitance à l'une des entreprises du cartel mondial des laboratoires médicaux, ce qui entraînera 2 000 licenciements. Les Services de santé de l'Alberta continueront de réduire par attrition le nombre d'infirmières durant la pandémie et de procéder à des licenciements pour éliminer l'équivalent de 500 postes à temps plein d'infirmières autorisées, ce qui touchera 750 infirmières, une fois la pandémie déclarée terminée. Apparemment, la sous-traitance des services d'entretien ménager et des services alimentaires sera retardée en raison de la pandémie, mais elle entraînera également la suppression de 4 000 emplois d'entretien ménager et de 3 000 emplois dans les services alimentaires.

Le Parti conservateur uni (PCU) prétend que la privatisation de ces emplois permettra d'économiser 600 millions de dollars, mais même le ministre Shandro a admis que cela dépend des contrats qui seront négociés et signés avec les intérêts privés. La pratique habituelle est de payer les entreprises privées à un taux encore plus élevé alors que ces mêmes intérêts privés étroits paient les travailleurs à un taux inférieur aux normes qui existent actuellement. Ils ne forment pas les travailleurs adéquatement et ils abaissent les conditions de travail et les services.

Tout cela se fait pendant la pandémie de la COVID-19 qui elle-même illustre à quel point les mesures de privatisation, la détérioration des services et le traitement des travailleurs exacerbent la crise des soins de santé. C'est inadmissible.

Ce que fait le gouvernement de l'Alberta montre bien que les Canadiens ne doivent confier un gouvernement majoritaire à aucun parti qui cherche à accéder au pouvoir. Ces gouvernements exercent le pouvoir en toute impunité pour mettre de l'avant des stratagèmes pour payer les riches et ils attaquent ceux qui, parmi les travailleurs et la population, sont touchés par leurs décisions.



L'essence de la privatisation c'est que les riches accaparent le pouvoir de décision pour s'emparer du domaine public. L'État est restructuré pour éliminer toute autorité publique quelle qu'elle soit. Cela signifie que le peuple n'a aucun recours au sein du système pour demander des comptes aux gouvernements ou aux employeurs privés. Souvent, qui sont les véritables propriétaires privés n'est même pas connu.

Les dommages qui sont faits au tissu social canadien sont irréparables. Comme si les mises à pied annoncées le 8 octobre ne sont pas assez dommageables, une ébauche de plan divulguée à la

CBC contiendrait de nombreuses autres mesures draconiennes. Elle comprendrait notamment des réductions de salaire décrétées par la loi, l'élimination des allocations aux cliniques médicales et d'autres réductions supplémentaires, des augmentations des frais d'hébergement pour les aînés en soins continus, l'introduction d'un copaiement pour les soins à domicile et le transfert d'un plus grand nombre de patients des soins de longue durée vers un logement avec services de soutien. Elle comprendrait également le regroupement et la fusion potentiels des services hospitaliers ruraux, y compris les services d'urgence, et la fermeture de certains sites d'imagerie diagnostique et de laboratoire, avec davantage de licenciements. Cela obligerait les résidents ruraux à parcourir de plus longues distances pour les services. Lorsque le gouvernement a appris que la CBC avait une copie de l'ébauche, le ministre de la Santé a convoqué de façon précipitée une conférence de presse et a publié « une nouvelle ébauche » dans laquelle presque tout, sauf les licenciements, avait disparu du document. Non seulement de vastes mesures draconiennes ont été élaborées sous la direction de cette entreprise connue pour servir les intérêts privés étroits, E & Y, mais le gouvernement essaie actuellement d'en dissimuler les plans.

Si le peuple n'accepte pas de se soumettre aux décisions de privatiser les soins de santé, il est menacé de violence. C'est insoutenable. Cela montre que le peuple doit relever le défi de trouver comment demander des comptes aux gouvernements. La lutte principale en ce moment doit se mener devant le tribunal de l'opinion publique où les travailleurs eux-mêmes et leurs organisations de défense et leurs formations politiques prennent la parole contre les mesures annoncées et en faveur d'alternatives. Cela se fait déjà avec courage dans tout le pays et doit être intensifié.



Les syndicats du secteur de la santé condamnent la privatisation et les licenciements massifs

Les syndicats qui représentent les travailleurs de la santé en Alberta ont fermement condamné l'annonce du Parti conservateur uni (PCU) selon laquelle il procédera à la privatisation des laboratoires médicaux, des buanderies, de l'entretien ménager et des services alimentaires dans les établissements de soins de santé et continuera de réduire le nombre d'infirmières dans les hôpitaux de l'Alberta.

Le Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta

Lors d'une conférence de presse qui a suivi immédiatement celle de Tyler Shandro, le président du Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta (AUPE), Guy Smith, a déclaré que les membres de l'AUPE prendraient toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux compressions qui incluent 9700 emplois de membres de l'AUPE qui fournissent des services de buanderie, d'entretien ménager et alimentaires.

« Aujourd'hui [mardi 13 octobre], le ministre de la Santé Tyler Shandro a confirmé ses plans remplis de duplicité de supprimer davantage d'emplois après avoir promis d'en créer davantage. Le PCU rétrograde le système de santé publique de l'Alberta en forçant le personnel déjà surchargé à faire plus avec moins. Les éliminations d'emplois parmi le personnel soignant et les médecins, et le stratagème de privatisation massive, sont toutes des recommandations du rapport de Ernst & Young de 2 millions de dollars remis au gouvernement qui l'a commandé en 2019 pour l'aider à trouver des moyens de réduire les coûts des Service de santé de l'Alberta (SSA).

« Maintenant que nous savons exactement quels sont les dommages, nous pouvons continuer à nous préparer pour le plus grand combat de notre vie », déclare Smith. « Nos membres dans les SSA se battent déjà pour un langage contractuel fort pour mettre fin à la vente à rabais des emplois d'entretien

ménager, des services alimentaires et de buanderie. Nous prévoyons gagner cette protection, mais si nous ne pouvons pas l'obtenir, une grève est à prévoir. ».



Alors que le gouvernement de Jason Kenney a promis de créer des emplois en Alberta, Smith dit que c'est en fait « un gouvernement destructeur d'emplois. Cette attaque brutale contre les emplois va nuire aux travailleurs albertains et aux petites collectivités de la province. Ce gouvernement foule au pied les Albertains alors qu'ils sont déjà à terre, en exploitant une pandémie qu'ils ne parviennent pas à gérer en supprimant des emplois et en mettant en danger les soins de santé au moment précis où nous en avons le plus besoin. »

Smith ajoute : « Ce n'est pas sincère de la part du ministre de dire que la privatisation n'entraînera pas de 'réductions nettes' et seulement un 'changement d'employeur', car nous savons que la première chose que font les entreprises privées pour le profit lorsqu'elles accaparent nos emplois est de réduire les salaires, les pensions et les avantages sociaux du personnel qui travaille dur. Et ce sont les Albertains qui en paient le prix - les patients, les personnes âgées et les personnes handicapées qui reçoivent un service réduit. »

Les entreprises privées recourent souvent à des licenciements au début de leurs contrats avec le gouvernement pour améliorer leurs résultats. Le personnel finit par travailler à un rythme accéléré, surchargé par des patrons exigeants qui s'attaquent à notre première ligne de défense : les protections syndicales.

Nourriture pourrie, linge sale, épidémies virales, confusion dangereuse entre les laboratoires : tous ces exemples sont cités à la suite de la privatisation des services de soutien général partout dans le monde. Les médias ont également confirmé que les patients de l'Alberta paieront plus de leurs poches pour des items comme des béquilles et des plâtres.

« Il n'y a pas d'économies' dans ce plan bâclé », déclare Smith. « Tout ce que je vois, ce sont des entreprises qui profitent de la douleur des patients et des résidents des centres de soins. »

Les infirmières auxiliaires et les aides-soignants agréés de l'AUPE seront également touchés par l'attaque de Shandro contre le système de soins publics, qui a confirmé que plus de 800 emplois cliniques des SSA seront éliminés par des départs par attrition, ce qui signifie encore plus de pénurie de personnel sur les étages et des temps d'attente plus longs dans un proche avenir, a déclaré l'AUPE.

« Est-ce vraiment ainsi que le PCU remercie les travailleurs de la santé de première ligne après avoir risqué leur santé et leur bien-être pour prendre soin de nous pendant cette pandémie, quand nous en avons le plus besoin ? », ajoute Smith. « C'est pathétique, et nous n'allons pas laisser cela passer. »

L'Association des sciences de la santé de l'Alberta

« Ce gouvernement a décidé de détruire sa meilleure ligne de défense contre la pandémie en cours. Pour être clair, il s'agit de privatiser les soins de santé. L'argent n'est pas économisé ; il est transféré dans des poches privées au lieu d'être utilisé pour les soins aux patients », a déclaré Mike Parker,

président de l'Association des sciences de la santé de l'Alberta (ASSA).

« La privatisation coûte plus cher et pourrait très facilement entraîner de moins bons résultats pour la santé pendant cette pandémie et la suivante. Quelques jours à peine après avoir de nouveau louangé le travail accompli par nos professionnels de laboratoire, l'actuel ministre de la Santé a ciblé les personnes mêmes qui protègent les Albertains selon lui, par sa décision malavisée de privatiser les soins de santé. Les travailleurs de soutien sont clairement des travailleurs de première ligne. Il faut une équipe pour livrer les soins de santé. Les médecins et les autres professionnels de la santé ne peuvent pas faire leur travail dans des installations sales ou dans des conditions insalubres.

« L'annonce faite aujourd'hui par le ministre de la Santé est honteuse. Il a renoncé à toute responsabilité pour la santé et la sécurité des Albertains. Il a plutôt décidé que son rôle était de licencier des professionnels de la santé publique hautement qualifiés afin de faciliter le transfert de nos ressources de santé publique vers des mains privées.

« Ces 'postes' représentent des milliers d'Albertains qui s'ajouteront à la liste des chômeurs. Ce sont des milliers et des milliers de personnes qui ne contribueront plus à notre économie. Et ce sont des milliers et des milliers de personnes qui ne seront plus là pour 'protéger' les Albertains. »

Private health care siphons resources from the public health care system. Invest in public and say "NO" to privatization.



Infirmières et infirmiers unis de l'Alberta

Le gouvernement de l'Alberta va de nouveau plonger les soins de santé en Alberta dans le chaos, au milieu de la plus grande urgence sanitaire depuis un siècle, a déclaré le directeur des relations de travail de Infirmières et infirmiers unis de l'Alberta (IIUA), David Harrigan, qualifiant cette action de dangereuse et d'irresponsable.



« La promesse faite ce matin par le ministre de la Santé Tyler Shandro qu'il n'y aura pas de licenciements d'infirmières de première ligne lors du licenciement de 11 000 employés de la santé contredit les déclarations des Services de santé de l'Alberta dans une lettre reçue ce matin [13 octobre] », a déclaré le directeur des relations de travail de l'IIUA, David Harrigan. La lettre des SSA indiquait clairement que les SSA prévoyaient procéder à la mise à pied annoncée précédemment de 500 postes équivalents temps plein en soins infirmiers, ce qui, selon l'IIUA, mettra au chômage 750 infirmières.

Shandro a pris soin de dire qu'il n'y aurait pas de licenciements pendant la pandémie, a dit David Harrigan. « Rien n'empêche ce gouvernement de déclarer prématurément la fin de la pandémie quand il le souhaite, c'est donc une promesse relativement dénuée de sens », a-t-il dit. De plus, a-t-il noté, Shandro a mentionné à plusieurs reprises l'élimination des postes d'infirmières par attrition, de sorte que les postes d'infirmières continueront d'être perdus.

La semaine dernière, selon Harrigan, les SSA ont répondu à la demande de clarification de l'IIUA à propos du rapport de Ernst & Young en disant qu'ils continuaient de travailler avec le ministère de la Santé sur la mise en oeuvre des recommandations du rapport de Ernst & Young en ce qui a trait aux changements des opérations de SSA et qu'aucune réponse du gouvernement n'était attendue avant plus tard à l'automne. « Il semble donc qu'ils ont élaboré un plan de mise en oeuvre des 79 pages au cours du long week-end », a-t-il déclaré.

« La stabilité en pleine pandémie ne sera pas assurée par des hôpitaux à court de personnel et des travailleurs de la santé épuisés », a conclu Harrigan, notant que les postes disparaissent déjà discrètement au milieu de la pandémie, et ce depuis des mois, ce qui laisse les infirmières à court de personnel et surchargées de travail et la sécurité des patients compromise.



On ne peut pas confier notre système de santé publique à Kenney et son gouvernement

- *Friends of Medicare* -

La publication aujourd'hui du Plan de mise en oeuvre de l'étude de rendement des Services de santé de l'Alberta (SSA) est, en somme, la plus grande trahison des Albertains, tous gouvernements confondus.

« Une fois de plus, le premier ministre et son gouvernement ont annoncé des plans conformément à leur ordre du jour agressif de privatisation des soins de santé », dit Sandra Azocar, la directrice générale de Friends of Medicare. « Le gouvernement du PCU de Kenney continue de faire preuve de mépris total envers les femmes et les hommes qui travaillent en première ligne en santé. Compte tenu du rôle central qu'ils ont joué dans la réponse de la province à la pandémie, ce plan dans son ensemble est insultant pour les travailleurs de la santé, et c'est une trahison des patients qui en dépendent. »



Les changements agressifs tels qu'énoncés dans le plan de mise en oeuvre proposé arrivent sans grande surprise et représentent un pas de plus dans le plan du gouvernement de privatiser notre système de santé. Nous les avons vu faire un pas dans cette direction lorsqu'ils ont publié le rapport MacKinnon en septembre 2019, puis un autre pas géant avec la publication de l'Étude de rendement des SSA en février. Les deux rapports recommandaient une restructuration massive de notre système de santé par le biais de privatisations majeures, et sont grandement basés sur les données de l'Institut Fraser, dont la fiabilité a récemment été remise en cause par la Cour suprême de la Colombie-Britannique dans sa décision importante dans la cause Cambie :

« Ce n'est pas certain si des conclusions générales peuvent être tirées des études de l'Institut Fraser, même si ces études servent de façon générale comme source de données fiables (ce que je mets sérieusement en doute). »

Malgré les importants questionnements quant à la fiabilité des deux rapports, le gouvernement de l'Alberta n'a pas hésité à les mettre à profit et à les utiliser comme arsenal idéologique pour accélérer

le processus de privatisation de notre système de santé par la sous-traitance et la réduction des services de santé disponibles pour les Albertains.

L'étude sur les SSA, faite par le cabinet comptable américain Ernst & Young (EY) au coût de plus de 2 millions de dollars, avait comme cible de trouver les failles dans le système. Ce rapport a pondu 57 recommandations qui, selon leur estimé, pourraient engendrer 1,9 milliards de dollars en épargnes, bien qu'EY ait fait une mise en garde à l'effet que ces chiffres ne reflétaient pas des épargnes concrètes, ni attendues ni même réalisables, et le ministre de la Santé Shandro, à l'époque, avait affirmé que ce ne serait pas toutes les recommandations qui seraient réalisables ou mises en oeuvre.



À la suite de la publication du rapport de l'étude sur les SSA, le ministre de la Santé Shandro l'a confié à une équipe de mise en oeuvre des SSA, qui devait faire un rapport avant 100 jours sur ses propres recommandations. Comme cette date a été reportée de cinq mois en raison de la réponse de la province à la pandémie, rien n'a été rendu public avant aujourd'hui. Le plan de 82 pages présente des compressions importantes dans tout le système de santé publique, conformément aux recommandations faites dans la première étude d'EY. Bien que le ministre de la Santé ait affirmé publiquement que la mise en oeuvre serait déterminée par les Services de santé de l'Alberta et

guidée par les meilleures pratiques opérationnelles, à la suite de la fuite d'un document obtenu par la CBC, il a été révélé que le ministre Shandro avait en effet ordonné à SSA de produire des plans pour la mise en oeuvre de toutes les recommandations du rapport EY, à l'exception de quelques-unes qu'il aurait décidé de ne pas retenir.

La proposition comprend des plans pour avoir recours à la sous-traitance pour les services alimentaires, environnementaux et de buanderie, retirer des clauses dans la convention collective des infirmières, l'introduction d'un copaiement pour les soins à domicile, augmenter le recours aux services chirurgicaux privés, et, au rural, reconfigurer les départements d'urgence, de soins intensifs, de maternité et d'obstétrique – entre autres. Ce plan peut facilement détourner nos dollars, services et personnels de santé vers des compagnies privées qui seront subventionnées par les fonds réservés à la santé publique. Mais le plus inquiétant, c'est que le gouvernement prévoit la perte de 11 000 emplois en soins de santé, ce qui va toucher près de 16 000 travailleurs partout dans la province.

À la conférence de presse d'aujourd'hui, le ministre Shandro a dit qu'il n'y aurait pas d'impact pour les infirmières ni les travailleurs de première ligne pendant la pandémie, mais ses propos viennent contredire la lettre reçue ce matin par les Infirmières et infirmiers unis de l'Alberta, qui affirme clairement que SSA a l'intention d'aller de l'avant avec les mises à pied annoncées de 500 postes équivalents temps plein en soins infirmiers, ce qui représente le licenciement de 750 infirmières, selon un estimé d'IIUA.

« Plutôt que de construire sur une base solide notre système de santé, ce gouvernement choisit de le vendre au plus offrant sans présenter aux Albertains le moindre plan d'affaires pour montrer comment les 'épargnes' proposées vont avoir un impact sur les patients et les soins auxquels ils pourront avoir accès », a dit Azocar. « Plutôt que de reconnaître l'importance vitale de nos prestataires de soins, ils préfèrent couper 11 000 bons emplois alors que de nombreux Albertains n'ont déjà pas d'ouvrage. Les Albertains se demandent si c'est bien la reprise qu'ils espéraient pour leur province. Franchement, nous exigeons plus. »

Le plan de SSA, tel que mené par le ministre Shandro, va engendrer rien de moins que la décimation de nos soins de santé publique. Peu importe comment le ministre Shandro tente de nous faire avaler la pilule, la sous-traitance est beaucoup plus qu'un changement d'employeur, c'est un changement dans comment nous dispensons les soins de santé et c'est un pas tout droit vers les soins de santé privés. Alors que nous continuons de mesurer les répercussions immédiates et à long terme de cette pandémie, le gouvernement albertain tente de nous convaincre que la voie vers l'avant est dans la mise à pied de milliers de travailleurs de la santé et dans la privatisation de nos soins de santé. Les Albertains sont en mesure de savoir plus que quiconque à quel point on ne peut faire confiance à ce gouvernement.

(13 octobre 2020)



Les dessous des tractations

- Peggy Morton -

En préparation au Budget 2020, le gouvernement Kenney a publié, le 3 février, une « synthèse de l'étude de rendement » des Services de santé de l'Alberta (SSA), commanditée par le cabinet comptable Ernst & Young (EY). Le rapport comprenait 57 recommandations et ce que le gouvernement a qualifié de « 72 économies possibles pour améliorer la qualité et la viabilité à long terme des services de santé ». En publiant le rapport, le gouvernement a déclaré qu'il l'acceptait, à l'exception de deux points importants : il n'y aura pas de fermetures d'hôpitaux dans les régions rurales ni de consolidation des centres de traumatologie.

Ernst & Young (EY) est un des maîtres dans l'art de vider les compagnies de leurs travailleurs actifs et à la retraite lorsque celles-ci se placent sous la protection de la faillite aux États-Unis et partout dans le monde et, par la suite, dans l'art d'effacer toutes preuves sur les lieux du crime. C'est une firme qui est notoire pour ses rapports et recommandations intéressés où on y affirme inévitablement qu'il y a toujours un avantage à privatiser et à céder le contrôle des services publics à des intérêts privés. Les firmes comme EY, qui développent couramment des partenariats public-privé et d'autres formes de privatisation, ne mentionnent jamais que les avantages reviennent à une infime minorité de parasites ultra riches, aux dépens des travailleurs qui produisent la valeur ajoutée et du peuple qui a besoin des services publics et y a droit.



Cette façon d'avoir recours à des cartels de comptables néolibéraux et de « panels » triés sur le volet pour produire les résultats escomptés, fait partie de la restructuration de l'État. De riches intérêts privés sont payés pour chanter les louanges des stratagèmes pour payer les riches, dont eux et leurs clients riches à craquer profitent. Le gouvernement albertain a concentré l'administration des soins de santé dans une seule autorité de santé, Services de santé de l'Alberta (SSA), mais de toute évidence, même SSA n'exerce aucun contrôle sur cette récente restructuration, alors qu'elle est réduite à mettre en oeuvre les décisions prises par les oligarques mondiaux et livrées par le biais de mécanismes tels que le rapport de EY.

Des firmes de consultants comme EY ne sont pas embauchées par les gouvernements pour améliorer le rendement ou les services de soins de santé. Leur rôle est de fournir des prétextes pour la restructuration de l'État et pour céder les services publics à des intérêts privés. Leurs « rapports » sont totalement prévisibles : recourir à la sous-traitance des services, attaquer les conditions de vie et de travail des travailleurs, réduire les services et imposer des frais d'usager supplémentaires. On dit des travailleurs qu'ils sont des « coûts » qui doivent être réduits au minimum afin de payer les riches, en détournant les fonds des soins de santé et en augmentant le montant du financement restant qui est payé aux parasites par le biais de contrats lucratifs. Quant aux tenants et aboutissants de ces contrats, ils ne sont jamais publiés, puisque le gouvernement maintient qu'il s'agit d'informations d'affaires privées.

Le financement des soins de santé provient de la portion de la valeur ajoutée créée par les travailleurs qui est réclamée par les gouvernements. La privatisation et la réduction du financement des soins de santé sont non seulement une attaque contre les travailleurs des soins de santé, mais aussi contre le niveau de vie de la classe ouvrière dans son ensemble. Dire qu'il s'agit d'« épargnes » est un non-sens. Dire du facteur humain, des travailleurs qui dispensent les soins de santé et les services, qu'ils sont un « coût » est très irrationnel car sans eux, il n'y aurait pas de système de santé. Mais c'est ainsi que les riches perçoivent les choses – tout ce qui ne se retrouve pas directement dans leurs poches est un « coût ».



La pandémie a montré plus que jamais les terribles conséquences du contrôle privé des résidences des soins aux aînés, où la majorité des décès dus à la COVID-19 ont eu lieu. De nombreuses études ont montré à quel point les maladies infectieuses augmentent lorsque l'entretien des hôpitaux est privatisé. Les communautés partout en Alberta se sont battues pour sortir les monopoles de l'alimentation des résidences de soins de longue durée pour que leurs êtres chers puissent avoir une alimentation nourrissante et culturellement appropriée. La conclusion qui est tirée, que pas un cent des soins de santé ne doit aller au profit privé, est sans appel. Mais les gouvernements n'assument

aucune responsabilité pour les tragédies qui se produisent en raison de leur offensive antisociale, ni pour les épreuves vécues par la classe ouvrière. Jason Kenney déclare que le fait de contrôler la COVID-19 est une question de responsabilité individuelle, mais pas la sienne cependant à ce qu'il semble.

Une personne qui connaît bien le milieu de la santé a dit au *Forum ouvrier* : « EY ne connaît rien en soins de santé, il ne connaît rien de l'Alberta. À part cela, c'est un bon rapport. » Oublions les souffrances des patients et l'épuisement du personnel ; nous fournissons les chiffres et nous sommes bien payés pour le faire, tel est leur refrain. Ce n'est pas drôle du tout. La pandémie a montré à qui on peut faire confiance pour les prises de décision et à qui on ne peut pas faire confiance. Elle a montré que le gouvernement Kenney ne mérite aucune confiance, et qu'il en va de même pour les entreprises privées motivées par le profit maximum. Elle a montré que ce sont les travailleurs de la santé qui méritent notre confiance, qui savent ce qui est requis, qui luttent pour les conditions qui réussiront à contrôler la pandémie et qui sont tous les jours en première ligne pour s'occuper des gens. Qui décide est la question essentielle.